

## **La mer à la croisée des chemins : l'impact juridique de la superposition de régimes juridiques sur l'effectivité de la police en mer**

### **The sea at the crossroad: the legal repercussions of the superposition of legal regimes on the effectivity of the police at sea**

## **I. Contexte, positionnement et objectifs de la proposition**

### **a. Objectifs et hypothèses de recherche**

La mer a toujours été un enjeu majeur pour les États et pour la communauté internationale, mais on constate qu'aujourd'hui plus que jamais, la mer est le lieu de tous les défis (économique, sécuritaire, environnemental, humain, etc.). Le défi sécuritaire est devenu un enjeu majeur pour l'Europe, le présent projet propose de se concentrer sur la criminalité en mer et sur les entraves juridiques à l'efficacité de la police sur cet espace. En effet, la Porteuse du projet a eu l'occasion de constater, dans des travaux de recherches antérieurs<sup>1</sup>, l'existence d'un nombre important de règles internationales applicable à la lutte contre la criminalité en mer, aggravée par la multiplication des acteurs de la répression. C'est précisément cet enchevêtrement de régimes juridiques distincts qui va être à l'origine de la grande complexité pour les États d'agir en mer. L'objectif recherché sera ainsi d'étudier l'impact de la superposition de corps de règles de droit international sur l'efficacité de la police en mer et de préconiser des solutions.

L'hypothèse de recherche est la suivante : le morcellement et la sectorialisation du droit de la mer et la superposition de régimes juridiques distincts entravent l'efficacité de la lutte contre la criminalité en mer. Le projet se concentrera ainsi sur les effets du morcellement et étudiera des solutions potentielles, telles que le recours au Conseil de sécurité des Nations Unies (voir *infra*).

Les verrous scientifiques et les défis techniques reposent sur la manière dont la doctrine internationaliste approche depuis plus d'un siècle le droit de la mer. En effet, les chercheurs se sont spécialisés dans un domaine précis du droit de la mer, ou dans une zone géographique, ou encore dans la lutte contre un crime en particulier. Dès lors, la difficulté méthodologique sera de dépasser ce cloisonnement des savoirs et des scientifiques, hérités du morcellement du droit et de penser la lutte contre la criminalité en mer dans sa globalité.

L'objectif du Projet sera de produire des résultats scientifiques importants et de faire évoluer l'état de l'art sur la question. Deux ouvrages scientifiques seront publiés à la suite de la tenue des conférences internationales, ainsi qu'un article dans une revue scientifique de rang A. D'autre part, le Projet s'est fixé des objectifs pratiques afin que les résultats soient connus des praticiens (décideurs et acteurs de la police en mer), mais surtout qu'ils soient adaptés aux problématiques qu'ils rencontrent et qu'ils leur proposent des solutions concrètes et pratiques. Dès lors, le Projet procèdera au recensement complet des règles et régimes juridiques de droit international applicables à la lutte contre la criminalité en mer. Ce recensement s'accompagnera de la rédaction d'un rapport et d'un tableau synthétique diffusé auprès des praticiens. Par ailleurs, les membres du Projet s'engagent à

---

<sup>1</sup> NERI, K. *Le conseil de sécurité des nations unies et la mer-United Nations Security Council and the Sea (dir.)*, Naples, L'Editoriale Scientifica, 2018 ; NERI, K. *L'emploi de la force en mer*, Bruxelles, Bruylant, 2013, 625 p.; NERI, K., « La responsabilité de l'État dans le cadre des opérations d'interdiction maritime », in TRAPP (K.) et PAPASTAVRIDIS (E.) *La criminalité en mer/Criminal acts at sea*, Centre de recherche et d'études, Académie de droit international de La Haye, Martinus Nijhoff, 2014, pp. 557-608.

rédiger des recommandations contenant une série de solutions pratiques aux problématiques envisagées.

## b. Originalité par rapport à l'état de l'art

Un grand nombre d'études juridiques se sont concentrées sur les phénomènes migratoires, la montée de la criminalité sur les océans ou encore les enjeux environnementaux<sup>2</sup>. Toutefois, ces études restent pour l'essentiel sectorielles et ne saisissent pas le phénomène maritime dans son intégralité. Or afin de préserver au mieux la sécurité en Europe, l'approche cloisonnée développée par la recherche en droit international et européen ne peut plus suffire. Le présent projet se propose donc de décroisonner les approches et de mettre l'accent sur les différents corps de règles applicables aux espaces maritimes. Pour ce faire la proposition se concentre sur les interactions juridiques, les éventuelles incompatibilités et vides juridiques. Cette approche est nouvelle en droit international et européen. En effet, si certains travaux d'envergure sur le droit de la mer traitent des questions de criminalité de manière sectorielle, aucun n'aborde la problématique de la superposition des régimes juridiques et de ses conséquences. L'idée est donc d'étudier les interactions entre le droit de la mer, ses règles de délimitation, son zonage, ses règles de compétences, le droit international et européen des droits de l'homme, le droit des réfugiés, le droit de l'environnement, le droit de la responsabilité, le droit de la sécurité collective, le droit aérien et le droit international humanitaire.

Les membres du projet ont contribué de manière importante à l'État de l'art, notamment en matière d'environnement et de conservation (Pascale RICARD<sup>3</sup> et Nathalie ROS<sup>4</sup>), en matière de poursuites pénales (Tatiana RENNO<sup>5</sup> et Anna PETRIG<sup>6</sup>), en matière de migration et de droits humains (Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE<sup>7</sup> ; Ana NIKODINOVSKA<sup>8</sup> et Efthymios PAPSTAVRIDIS<sup>9</sup>) en matière d'emploi de la force (Kiara NERI<sup>10</sup> et Zied AYARI<sup>11</sup>) ou encore sur les questions spécifiquement régionales (Anna Maria SMOLINSKA) qui touchent la mer Méditerranée et l'Europe (Gemma ANDREONE<sup>12</sup> et Giuseppe CATALDI<sup>13</sup>).

---

<sup>2</sup> Voir la bibliographie ci-jointe.

<sup>3</sup> RICARD, P., *La conservation de la biodiversité dans les zones maritimes internationales*, thèse, Université Paris 1, 2018 ;

<sup>4</sup> ROS, N., La lutte contre la pêche illicite, in G. Andreone, A. Caligiuri, G. Cataldi (Ed.), *Droit de la mer et émergences environnementales/ Law of the Sea and Environmental Emergencies*, Cahiers de l'Association internationale du Droit de la Mer 1, Napoli Editoriale Scientifica 2012, p 69-122 ; ROS, N., « Environmental Challenges of Offshore Activities in International and European Union Law », in A. Caligiuri (Ed.), *Governance of the Adriatic and Ionian Marine Space, Final publication MaReMaP-AIR*, Cahiers de l'Association internationale du Droit de la Mer 4, Napoli Editoriale Scientifica 2016, p 203-220.

<sup>5</sup> RENNO, T., « L'influence du droit international sur l'évolution du cadre normatif français relatif à l'exercice de la juridiction pénale : l'exemple des individus appréhendés en Somalie », in NERI, K. *Le conseil de sécurité des nations unies et la mer-United Nations Security Council and the Sea (dir.)*, Naples, L'Editoriale Scientifica, 2018.

<sup>6</sup> PETRIG, A., *Human rights and law enforcement at sea : arrest, detention and transfer of piracy suspects*, op. cit. ; PETRIG, A., « Transfers of Piracy Suspects - A Crucial Element of the Regional Prosecution Strategy in Light of Human Rights Law », in CINELLI, C., and VASQUEZ GOMEZ, E., *Regional strategies to maritime security. A comparative perspective*, Valencia, Tirant lo blanch, 2014, pp. 247-268.

<sup>7</sup> BASILIEN-GAINCHE, M.-L., « Les boat people de l'Europe. Que fait le droit ? Que peut le droit ? », *La Revue des Droits de l'Homme*, n° 9, 2016.

<sup>8</sup> NIKODINOVSKA, A., and TUSHEVSKA, B., *Migration at sea : international law perspectives and regional approaches*, Gianni Editore, 2016, 86 p.

<sup>9</sup> PAPSTAVRIDIS, A., « Is there a right to be rescued at sea? A skeptical view », *QIL*, 2014, pp. 17-57.

<sup>10</sup> NERI, K. *L'emploi de la force en mer*, Bruxelles, Bruylant, 2013, 625 p.

<sup>11</sup> AYARI, Z., « L'emploi de la force dans le cadre de la C.E.D.E.A.O », in *L'usage de la force dans les relations internationales. Aspects de droit international et de droit européen*, Centre de recherche franco-italien 5ème session, Nice, 7-11 septembre 2015, 18 p.

<sup>12</sup> ANDREONE, G., « Questions de sécurité en mer Méditerranée », in NERI, K. *Le conseil de sécurité des nations unies et la mer-United Nations Security Council and the Sea (dir.)*, Naples, L'Editoriale Scientifica, 2018.

<sup>13</sup> CATALDI, G., *A Mediterranean Perspective on Migrants' Flows in EU : Protection of Rights, Intercultural Encounters and Integration Policies*, Napoli, Editoriale Scientifica, 2016 ; CATALDI, G., *La Méditerranée et le droit de la mer à l'aube du 21ème siècle*, Bruxelles, Bruylant, 2002.

### c. Méthodologie et gestion des risques

La réalisation du Projet suivra une méthodologie en trois étapes : la première étape sera consacrée au recensement de toutes les règles et régimes juridiques de droit international se superposant en matière de police en mer. Ce travail très important sera piloté par le Doctorant recruté par le projet et impliquera tous les membres. La tâche est importante, cependant les membres ne partent pas de zéro puisque chacun a pu, dans le cadre de ses recherches précédentes, constituer une base de données relativement fournie des règles applicables à son champ de spécialité. Sur la base des résultats de cette première phase, l'évaluation des règles et régimes recensés et l'impact de leur superposition sur la lutte contre la criminalité en mer sera lancée (Phase 2). Il s'agit de la phase la plus conséquente du Projet. Elle doit donc être divisée en trois tâches précises, afin de préserver sa faisabilité : évaluation de l'impact de la superposition des règles internationales sur le droit de visite ; évaluation de l'impact de la superposition des règles internationales sur le transfert des suspects et les poursuites pénales et évaluation de l'impact de la superposition des règles internationales sur la protection des droits humains. Enfin, la mise en commun des résultats de chaque groupe permettra de lancer la Phase 3 qui est celle de la proposition de solutions juridiques pour remédier aux problèmes identifiés lors de la Phase 2.

Le Projet est volontairement ambitieux afin d'être en mesure d'aboutir à une réelle force de proposition.

## II. Organisation du projet et moyens mis en œuvre

### a. Coordinateur scientifique et son consortium / son équipe

Le projet présenté entre dans la catégorie « jeune chercheuse – jeune chercheur (JCJC) ». Il est porté par Mme Kiara NERI, Maître de conférences HDR à l'Université Jean Moulin Lyon 3, chercheur rattachée au Centre de droit international et à l'Équipe de recherche EDIEC (droit international, européen et comparé). Elle a soutenu une thèse de doctorat en décembre 2011 sur l'emploi de la force en mer et développe depuis, au sein de la structure de recherche à laquelle elle appartient, un volet nouveau consacré aux enjeux maritimes qui n'existait pas au sein de l'équipe de recherche avant son arrivée. Ce nouveau volet est pourtant indispensable étant donné l'importance des enjeux maritimes dans le droit international et européen, tant au niveau des enjeux environnementaux, qu'en matière de migrations ou de criminalité organisée. La thèse constitue un point de départ de la réflexion et de la construction du présent projet, puisqu'elle démontre l'enchevêtrement des différents corps de règles du droit international en mer, notamment le droit de la sécurité collective, les droits de l'homme et des réfugiés, le droit de l'environnement et, bien entendu le droit des espaces. Forte de cette expérience, Mme NERI propose de coordonner le projet de recherche et d'en faire son activité de recherche principale en y consacrant 80 % de son temps. La porteuse du Projet a déjà eu l'occasion de coordonner une équipe de recherche internationale dans le cadre de projets de grande envergure. Par exemple, le projet de recherche sur le rôle des régions dans la coopération transfrontalière avec l'Université de Turin (2014-2016) ; l'animation de la plateforme Mediaterrre avec l'Organisation mondiale de la francophonie (OIF-IEPF) (2007-2015) ou encore le projet de recherche sur la régionalisation du droit international avec les Universités de Lyon, de Nice, de Varsovie, de Turin et de Genève (2009-2010).

La coordinatrice s'appuiera sur une équipe scientifique de haute qualité. Des liens scientifiques ont en effet pu être tissés lors du projet MARSAFENET financé par la Commission européenne (COST ACTION) sous la direction du Professeur Gemma ANDREONE. Le projet s'appuie donc sur des coopérations scientifiques déjà en place et solides. Il y inclut néanmoins de nouveaux membres, en fonction des besoins. Ce projet a également pour objectif de mettre en avant la jeune recherche. Il

s'appuie ainsi de manière principale sur des chercheurs spécialisés d'une très haute qualité scientifique ayant soutenu leur thèse de doctorat il y a moins de 10 ans : Anna PETRIG, Docteur en droit de la mer, Professeur à l'Université de Bâle (Suisse) ; Ana NIKODINOVSKA Professeur de droit de l'Union européenne à la Faculté de droit de l'Université Goce Delcev (Ancienne République yougoslave de Macédoine) ; Efthymios PAPA STRAVIDIS, Docteur en droit international, Enseignant à l'Université d'Oxford (Royaume-Uni) ; Anna Maria SMOLINSKA, Docteur en droit international (Avocate) spécialisée sur les interactions entre universalisme et régionalisme en droit de la mer et Pascale RICARD, Docteure en droit international de l'Université Paris 1 (toutes deux rattachée à l'EDIEC). Ces jeunes chercheurs d'excellence spécialisés en droit de la mer sont rattachés à des équipes de recherche ne développant pas encore ces questions dans leurs thématiques et axes de recherches. Dès lors, leur participation au projet permettra la création d'équipe de recherches spécialisées sur les questions maritimes et de criminalité au sein des entités concernées.

Cette jeune recherche sera appuyée par des chercheurs confirmés en droit de la mer, de stature internationale tels que Gemma ANDREONE, Professeur de droit international et européen au Centre National de recherche italien-Professeur à l'Université de Turin (Italie) ; Giuseppe CATALDI, Vice-Président de l'Université de Naples "L'Orientale" (Italie), Professeur de droit international et titulaire d'une chaire "Jean Monnet" *ad personam* « Protection of Human Rights in Europe » et Président de l'Association internationale de droit de la mer (ASSIDMER) ; Nathalie ROS, Professeur de droit international à l'Université de Tours et Vice-Présidente de l'ASSIDMER et Marie-Laure BASILIEN GAINCHE, Professeur de droit de l'Union européenne, Université Lyon 3 et membre de l'Institut Universitaire de France, du *Centre for Migration Law* de l'Université Radboud de Nimègue, du *Global Migration Center* du Graduate Institute de Genève, et du *BorderCriminologies group* de la School of Law de l'Université d'Oxford. Par ailleurs, la coordinatrice peut compter sur un appui administratif et organisationnel de la part des doctorants du Centre de droit international, notamment Tatiana RENNO et Zied AYARI. Cette équipe sera complétée là où cela s'avère nécessaire et selon les besoins par des stagiaires (notamment pour assister le doctorant du Projet dans la réalisation de la Phase 1).

L'équipe présente donc un équilibre des générations et de l'expérience scientifique. Elle est également bâtie afin de garantir une complémentarité scientifique. Certains membres disposent d'une expertise tout à fait remarquable dans certains domaines qui seront abordés par le Projet (environnement et biodiversité<sup>14</sup> ; lutte contre les trafics<sup>15</sup> ; migrations et droits humains<sup>16</sup> ; piraterie<sup>17</sup>). Cette expérience sera complétée par la maîtrise des sources, des institutions et des acteurs du droit de la mer et du droit de la criminalité apportée notamment par Nathalie ROS, Anna Maria SMOLINSKA et Zied AYARI.

---

<sup>14</sup> N. ROS ; P. RICARD ; A.M. SMOLINSKA.

<sup>15</sup> A. PETRIG ; A. NIKODINOVSKA ; E. PAPA STRAVIDIS ; G. CATALDI ; K. NERI ; T. RENNO.

<sup>16</sup> A. PETRIG ; M.L. BASILIEN GAINCHE ; G. CATALDI ; K. NERI.

<sup>17</sup> A. PETRIG ; K. NERI.